



Visite à Bruxelles de France Universités

Alain Van Raek

DG REGIO

Alain.van-raek@ec.europa.eu

11 mai 2022

Mes fonctions

Gestion de programmes :

- Suivi de programmes régionaux FEDER-FSE 2014/2020 (Auvergne/Rhône Alpes et Rhône Saône)
- Représenter la Commission auprès des Régions et des citoyens
- Préparer la nouvelle période 2021/2027 pour ces régions
- Briefings / rapports

Elaboration des politiques :

- Responsable du thème “Semestre européen” et “politique urbaine”

Communication : Présentations visiteurs UE, conférences de presse

Pourquoi une politique de cohésion de l'UE ?

Données	Maximum	Minimum	Taux
PIB/habitant (indice base 100 pour UE-27-données 2020)	Luxembourg 267	Bulgarie 55	4,85*
Taux d'emploi (%, 20-64 ans – données 2020)	Pays-Bas 77,9%	Grèce 56,4%	1,4

* La différence est seulement de 2 aux États-Unis et de 3 au Japon

La politique de cohésion vise à réduire les écarts entre les régions de l'UE

Pourquoi une politique de cohésion de l'UE

Données	Maximum	France	Taux
PIB/habitant (indice base 100 pour UE-27 – données 2020)	Luxembourg 267	104	2,57*
Taux d'emploi (%, 20-64 ans – données 2020)	Pays-Bas 77,9%	65,6%	1,19

* La différence est seulement de 2 aux États-Unis et de 3 au Japon

La politique de cohésion vise à réduire les écarts entre les régions de l'UE afin d'assurer un développement économique, social et territorial équilibré.

Une politique moderne et dynamique

Un investissement moderne

- Centré sur la transition vers une économie intelligente et sobre en carbone
- Conditions renforcées et liaison avec le Semestre européen
- Données approfondies de performance (en quasi temps réel), données ouvertes

Simple, flexible, dynamique

- 7 fonds, 1 règlement (50 % plus court)
- 80 simplifications administratives clés
- Mise en œuvre plus rapide
- Réactivité face aux besoins émergents (migration, économie, crise sanitaire)

Pour toutes les régions

- « Méthode de Berlin » équilibrée et équitable
- 75 % aux régions les plus pauvres, là où les besoins sont les plus importants
- Prendre les besoins émergents en charge et assurer la transition économique à travers l'UE

Objectifs stratégiques

11 objectifs simplifiés et consolidés pour n'en former plus que 5 :

1. **Une Europe plus intelligente (transformation économique innovante et intelligente)**
2. **Une Europe plus verte, sobre en carbone (inclus la transition énergétique, l'économie circulaire, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion du risque)**
3. Une Europe plus connectée (mobilité et connectivité des TIC)
4. Une Europe plus sociale (socle européen des droits sociaux)
5. Une Europe plus proche des citoyens (développement durable des zones urbaines, rurales et côtières et initiatives locales)

2 objectifs horizontaux:

- Renforcement des capacités administratives
- Coopération transfrontalière et entre régions (intègre la coopération dans les programmes principaux)

Concentration thématique du FEDER

- Maintenir les dépenses dans les domaines clés pour la croissance et l'emploi
- Au niveau national, par catégorie de régions, selon le RNB par habitant
→ flexibilité

Pays concernés: <i>RNB: Revenu National Brut - par rapport à la moyenne européenne</i>	% min OP1 (Europe plus intelligente)	% min OP2 (Europe plus verte, sobre en carbone)
RNB < 75%	25%	30%
RNB 75-100%	40%	30%
RNB > 100%		OP1 + OP2 min 85%

- 8 % du budget au développement urbain, mis à disposition via des partenariats de développement locaux

Pacte vert européen

PEOPLE

- Transition juste
- Pacte climatique européen

CLIMAT

- Législation sur le climat
- Des objectifs plus ambitieux pour 2030
- Energie et transport propres
- Fiscalité

ENVIRONNEMENT

- Zéro Pollution
- Biodiversité
- Stratégie “de la ferme à l’assiette”

ECONOMIE

- Semestre européen / ODD
- Stratégie industrielle
- Economie circulaire
- Investissement pour une Europe durable

Une Europe durable

Principes de gestion et autres fonds

- REACT-EU
- Le co-financement national ou régional
- Audit et contrôle
- Le plan de relance
- Le Fonds de Transition Juste
- La notion de complémentarité
- Éviter le double financement

Objectif stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

Rien que du high tech ?

- De la recherche (chercheurs, technologies et capacités, infrastructures... en coopération... (disparités régionales))
- Digitalisation/numérisation

Mais aussi :

- Exploitation de la recherche en entreprises, y compris les PME
- Transition industrielle et esprit d'entreprise
- Support aux nouvelles entreprises (start-ups)
- Soutien aux PME pour leur compétitivité et croissance

Objectif stratégique 2 : Une Europe plus verte

En vue des objectifs énergie et climat 2030 :

- Énergies renouvelables
- Systèmes, réseaux et équipements de stockage
- Adaptation au changement climatique, prévention des risques et catastrophes
- Mesures favorisant l'efficacité énergétique
- Gestion durable de l'eau
- Promotion de l'économie circulaire
- Biodiversité, infrastructures vertes en milieu urbain et réduction de la pollution

ATTENTION : Transport et mobilité partiellement sous OS3

Objectif stratégique 3 : Une Europe plus connectée

Mobilité, innovation régionale et connectivité

- Améliorer l'accès à la mobilité trans-frontalière,
- Digitalisation et décarbonisation du transport (routier),
- Promotion de la mobilité multimodale durable.
- Synergies possibles avec l'OS5
- Amélioration de l'accès au réseau TEN-T

Objectif stratégique 4 : Une Europe plus sociale

- Améliorer l'accès à l'emploi, évaluer et anticiper les besoins en connaissances et assurer le support à la mise en adéquation du marché du travail, des transitions et de la mobilité
- Promotion de l'éducation et de la formation de qualité et inclusive ; formation au long de la vie.
- Renforcer l'inclusion active, l'accès au services pour les plus démunis et promouvoir l'intégration socio-économique des personnes issues de l'immigration.
- Réaction à la crise sanitaire : soutien aux secteurs du tourisme, de la santé et de la culture.

Objectif stratégique 5 : Une Europe plus proche des citoyens

La cohésion des Territoires

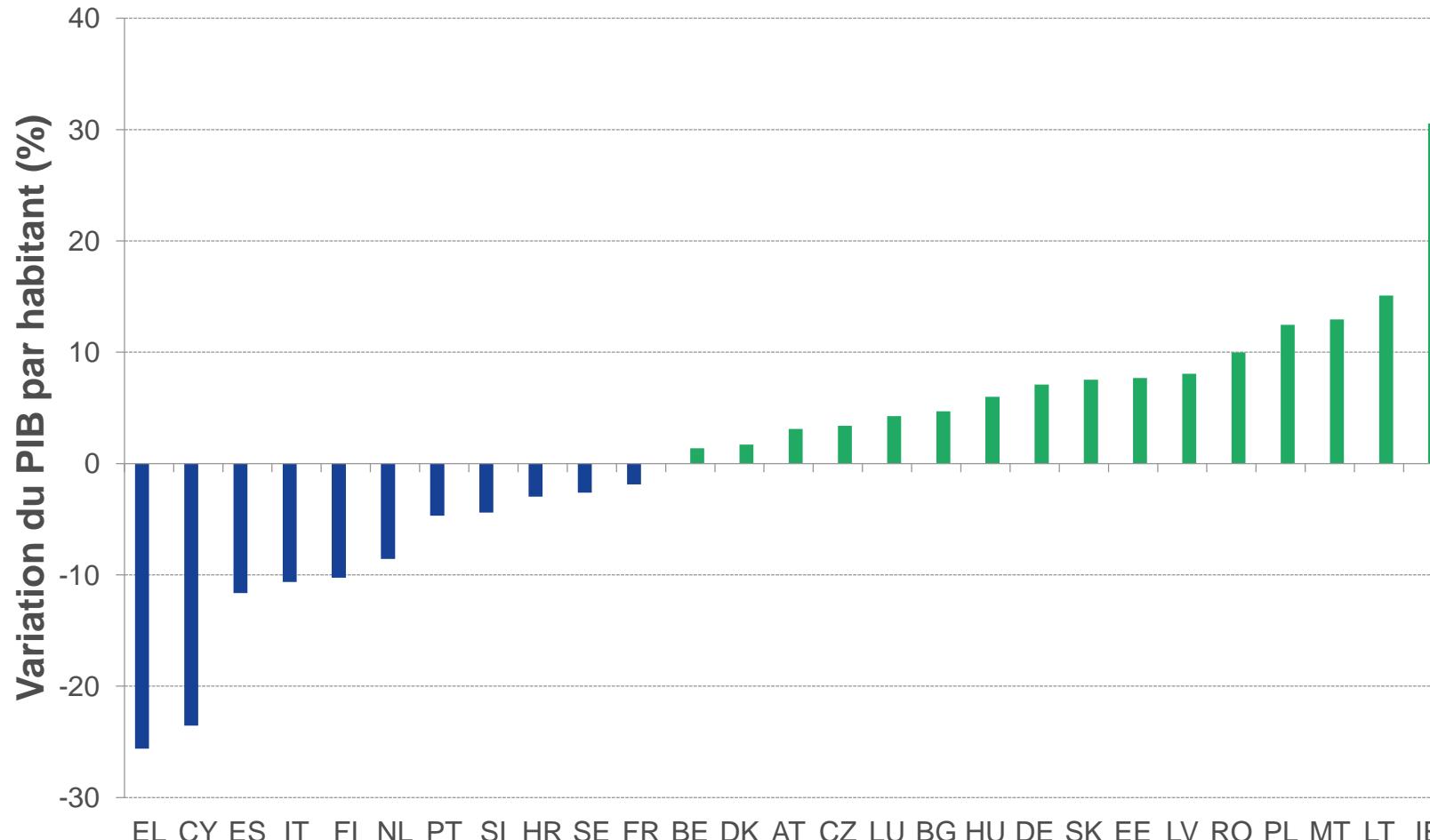
- Intégration des communautés
- Régénération des zones urbaines
- Zones rurales et côtières
- Zones montagneuses et bassins fluviaux (spécificité française) : 2 en AURA

Développement urbain durable

- Au moins 8 % des ressources du FEDER attribuées au niveau national sont allouées au développement urbain durable
- Concerne les investissements:
 - Sous l'objectif spécifique (1) de l'OS5 pour les zones urbaines
 - À travers les instruments territoriaux des autres Objectifs Stratégiques (1-4) qui ciblent les zones urbaines (ITI et DLAL)

Principal moteur de changement : changement du PIB par habitant

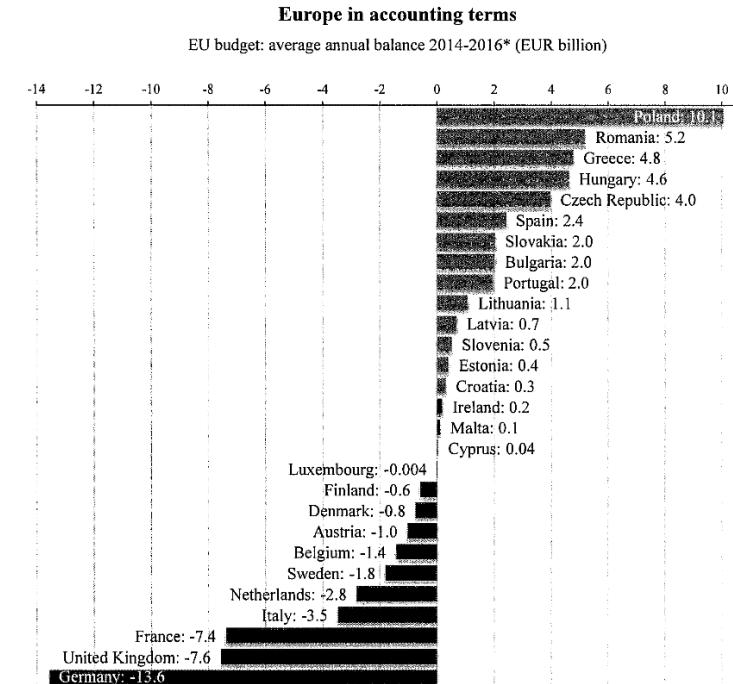
2007-2009 >< 2014-2016



Allocations par Etat membre

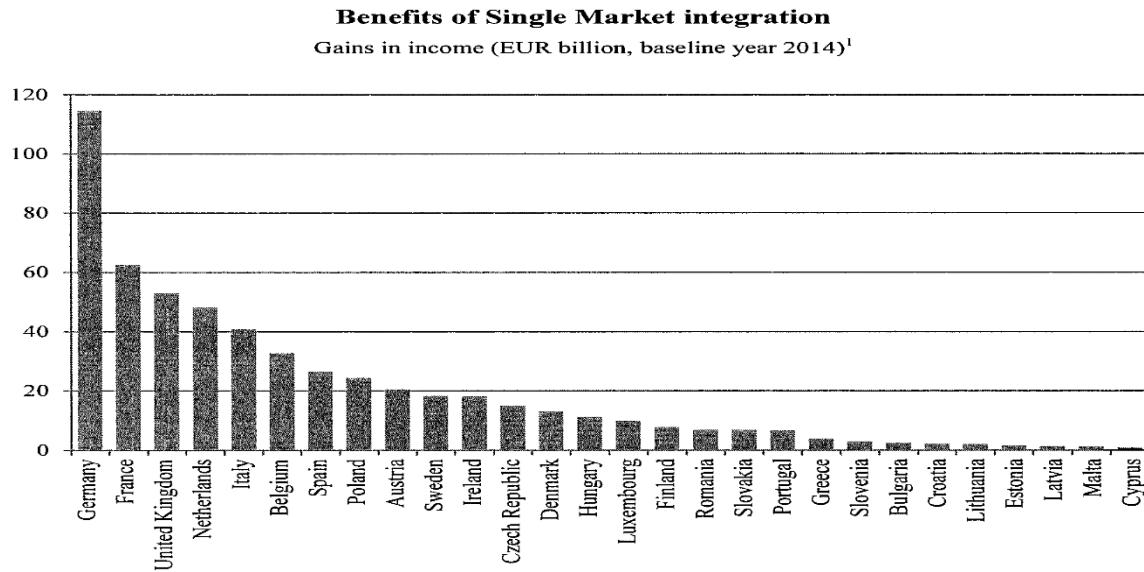
État membre	Allocation 2021-27 (Mrd, prix 2018)	Variation par rapport à 2014-2020 (%)	Niveau des aides (EUR/habitant)	Variation par rapport à 2014-2020 (%)
BG	8,9	8	178	15
RO	27,2	8	196	17
HR	8,8	-6	298	0
LV	4,3	-13	308	0
HU	17,9	-24	260	-22
EL	19,2	8	254	12
PL	64,4	-23	239	-24
LT	5,6	-24	278	-12
EE	2,9	-24	317	-22
PT	21,2	-7	292	-5
SK	11,8	-22	310	-22
CY	0,9	2	147	-5
SI	3,1	-9	213	-11
CZ	17,8	-24	242	-25
ES	34,0	5	105	3
MT	0,6	-24	197	-28
IT	38,6	6	91	5
FR	16,0	-5	34	-9
FI	1,6	5	42	2
BE	2,4	0	31	-5
SE	2,1	0	31	-6
DE	15,7	-21	27	-20
DK	0,6	0	14	-3
AT	1,3	0	21	-4
NL	1,4	0	12	-3
IE	1,1	-13	33	-17
LU	0,1	0	16	-14
EU27	331	-9,9	106	-11

The common focus on 'net balances' in the EU budget debate is therefore misleading. Net balance calculations have fed the perception that EU budget negotiations are a zero-sum game between net contributors and net beneficiaries. This misses the essence of the EU budget. Expenditure allocated to one Member State in reality benefits many others by creating market opportunities or improving infrastructure. For example, it is estimated that a quarter of additional growth in non-cohesion countries is due to indirect benefits from increased sales to and trade with cohesion countries. This is thanks to the 2007-2013 cohesion programmes. These effects are amplified by the leverage effect of loans or other financial instruments guaranteed by the EU budget.



* Average operating budgetary balances 2014-2016 in EUR billion. Figures may vary per year.

EU spending also creates European public goods that benefit all. The benefits from stability, peace, common values, a level-playing field in Europe's Single Market, or a negotiating capacity which rivals the biggest global powers, do not show up in net balance calculations. For example, the Single Market has a significant and direct positive impact on jobs and growth. It allows companies to operate more efficiently, creates jobs and offers lower prices for consumers. It gives people the freedom to live, study and work where they want.



The Commission proposals for the future Financial Framework will be shaped by the principle of **European added value**. By focusing on common policies and priorities and the areas where the EU budget can deliver public goods that national spending cannot, we can move beyond the 'net balance' debate. With a well-designed, modern EU budget, all Member States are net beneficiaries.

3. Towards our priorities for the future

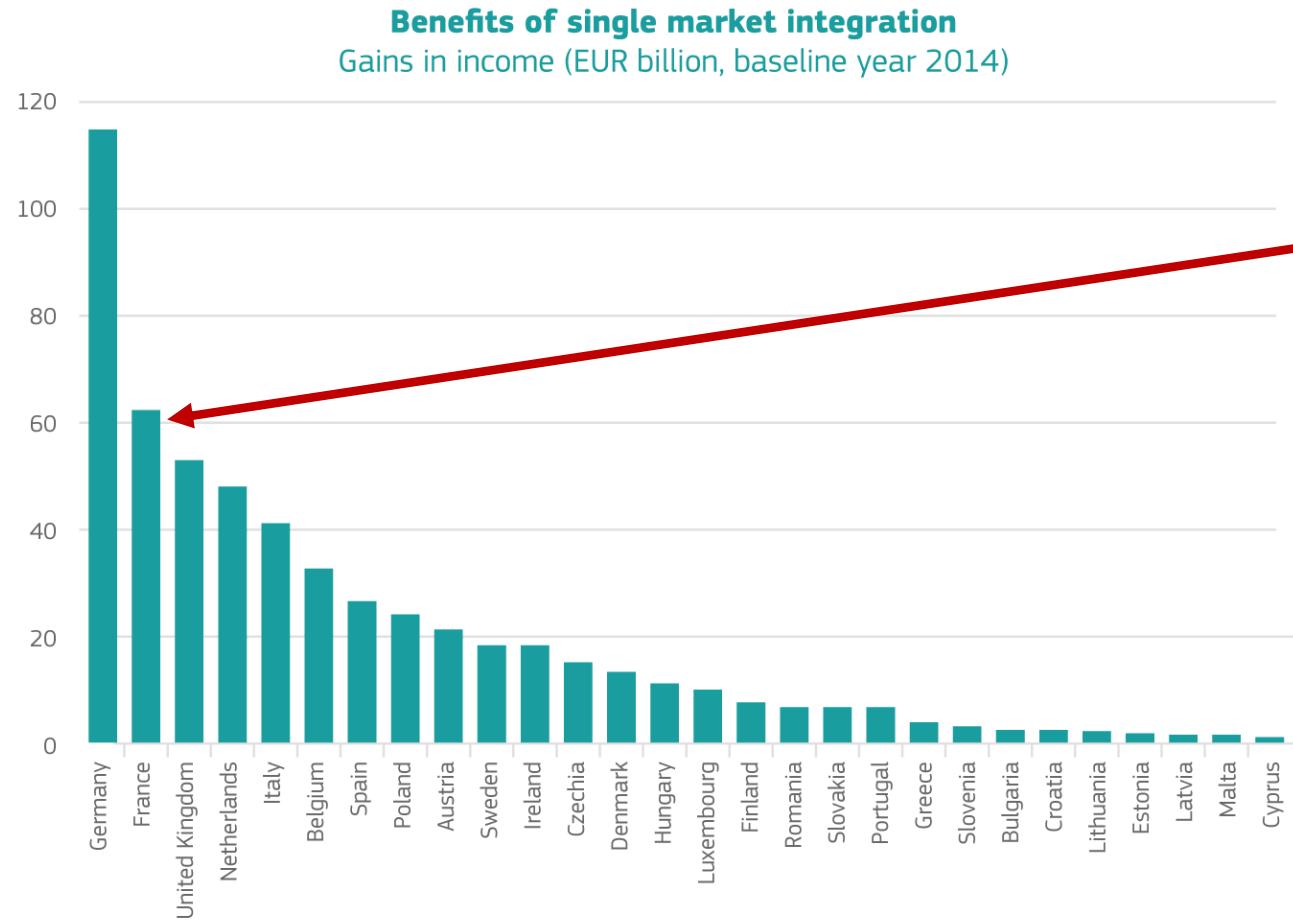
The next Multiannual Financial Framework should better align available financing with our political priorities. It should build on what works well today while also anticipating the challenges of tomorrow. In line with the Rome Declaration, the budget should enable a Europe that is safe and secure. A Europe that is prosperous and sustainable. A Europe that is social. And a Europe that is stronger on the global scene.

Europeans consistently point to **security and safety as a top priority** for their Union². This comes at a time when instability in Europe's neighbourhood pose serious challenges both within and outside of our borders. The EU budget is instrumental in ensuring effective migration management, countering terrorism and addressing cyber threats. It has a crucial role to play in reinforcing the control of external borders. Our post-2020 budget will, for example, determine whether the vision of a strengthened and fully operational European Border and Coast Guard can be realised in practice.

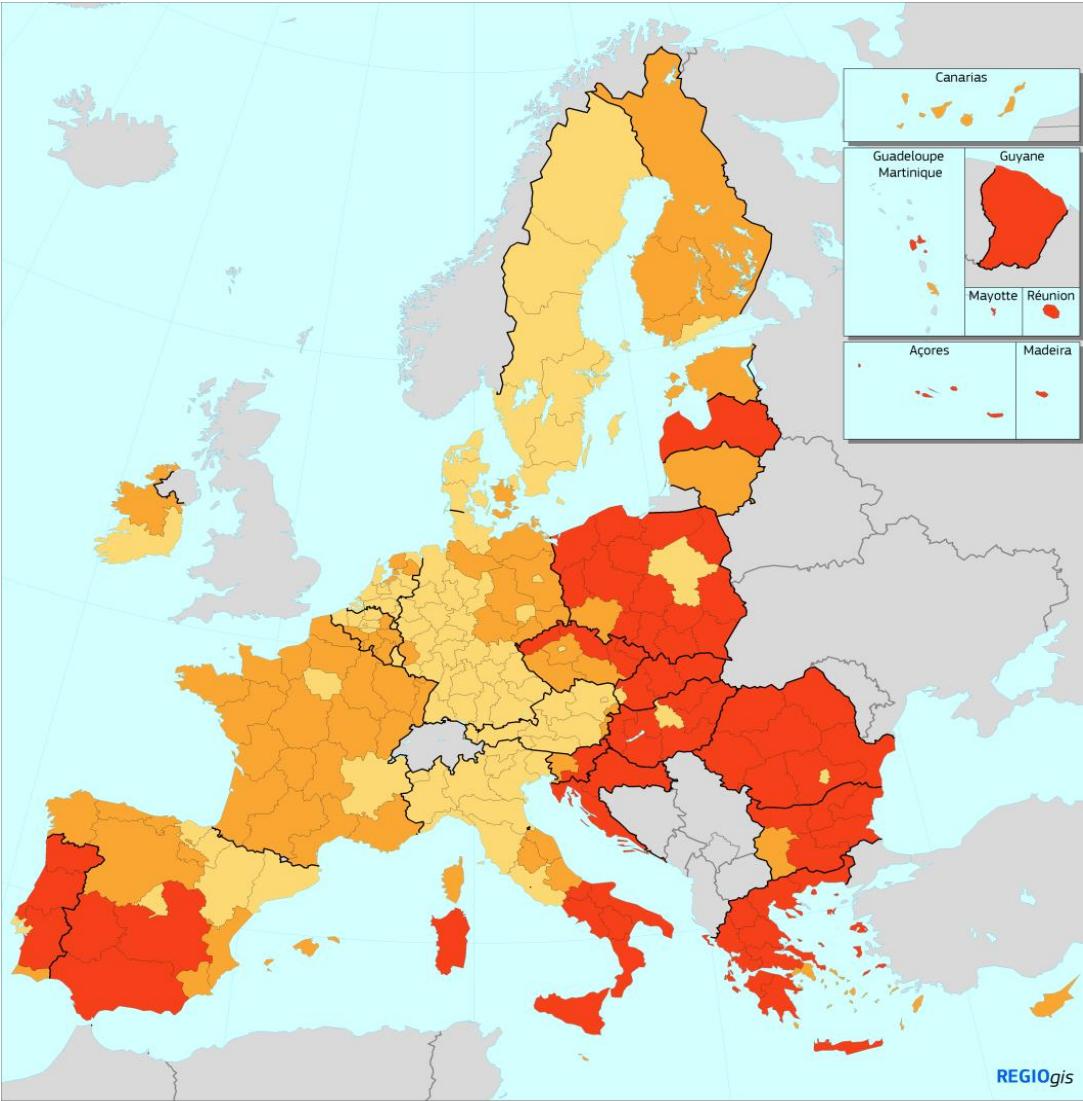
¹ Source: Gabriel Felbermayr, Jasmin Gröschl, Inga Heiland (2018), Undoing Europe in a New Quantitative Trade Model, ifo Working Paper No. 250. The chart shows the gains in income attributable, according to the model applied, to being part of the Single Market.

² Special Eurobarometer 464b: European's attitudes towards security, December 2017.

Les bénéfices du marché unique



- En 2014, le citoyen français moyen gagnait +/- **€ 1000** en plus **par an** grâce au marché unique européen.
- Le citoyen européen dans la période 2014-2020 contribue **+/- € 240 par an** au budget européen.



GDP/head (PPS) by NUTS2 region, average 2014-2015-2016

Index, EU-27 = 100

Red < 75% (less developed regions)

Orange 75% - 100% (transition regions)

Yellow >= 100% (more developed regions)

0 500 km

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

Nouvelle carte d'éligibilité régionale 2021-2027

Des réflexions complémentaires

- **Le Parlement, le Conseil, la Commission... et nous tous**
- **Moins d'Europe ? Les effets du Brexit**
- **Pourquoi moins d'argent ?**
Brexit ? Et alors ?
- **L'Europe ? Ce n'est pas démocratique !**
- **L'Europe : c'est pour les riches, ce n'est pas solidaire !**
- **Le rôle de l'Europe dans le cadre de la crise sanitaire**
- **Le rôle de l'Europe dans le cadre des crises climatiques : inondations, incendies.**
- **Et toujours, nos problèmes de riches, et notre défi permanent !**

Merci pour votre attention.



Except where otherwise noted, this presentation is © European Union and is licensed under the CC BY 4.0 license.

Slide xx: “*Name of graphic*” (*web link to graphic*) by *name of author/creator* is licensed under CC BY 4.0
(<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)

